



AYITI INTEL | ONE-STOP INTELLIGENCE BRIEF

February 04, 2026

Intelligence for Haiti's Democratic Transition

RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Haïti fait face à une crise de transition aiguë avec trois jours avant l'expiration du mandat du Conseil Présidentiel de Transition le 7 février 2026 et aucun cadre consensuel n'a émergé du dialogue politique conclu. La division interne du gouvernement persiste alors que le président du CPT Voltaire exige des élections tandis que le Premier ministre Fils-Aimé insiste sur le fait que les conditions de sécurité empêchent le vote. La juge Reyes a bloqué la résiliation du TPS le 2 février mais l'administration Trump a annoncé un appel devant la Cour suprême créant une incertitude continue pour 300000 Haïtiens. La coalition Viv Ansanm a attaqué une installation sportive à Croix-des-Bouquets le 1er février tandis que la PNH a neutralisé trois individus armés. L'atterrissage d'urgence d'un avion Bolt près des Cayes le 3 février souligne la fragilité de l'infrastructure aérienne. Le taux de change reste stable à 130,77 HTG par USD.



RÉSUMÉ RAPIDE POUR LES PARTIES PRENANTES

Le dialogue politique de trois jours s'est conclu sans produire de cadre de transition pour la gouvernance après le 7 février

Une juge fédérale a bloqué la résiliation du TPS mais l'administration Trump dépose un appel devant la Cour suprême

Le gang Viv Ansanm a attaqué un ranch sportif à Croix-des-Bouquets tandis que la PNH a tué trois terroristes dans une contre-opération

Un avion commercial Bolt a effectué un atterrissage d'urgence près des Cayes sans victimes

Le taux de change reste stable malgré l'incertitude politique

DÉVELOPPEMENT 1

Trois jours avant l'expiration du mandat constitutionnel le Conseil Présidentiel de Transition fait face à une dissolution sans cadre successeur. Les Assises de suivi du dialogue politique interhaïtien de trois jours se sont conclues le 3 février à l'hôtel de Pétion-Ville ne produisant aucun accord contraignant sur l'architecture de transition. Le Nouvelliste a évalué le résultat comme Quatre jours avant le 7 février un chemin disjoint du dialogue reflétant l'échec fondamental de la classe politique haïtienne à construire un mécanisme de succession viable.

Les fractures internes du gouvernement aggravent la crise de légitimité. Le président du CPT Leslie Voltaire a déclaré qu'il y aura des élections cette année par tous les moyens tandis que le Premier ministre Alix Didier Fils-Aimé maintient que la sécurité constitue une condition essentielle pour les processus électoraux. Ce désaccord opérationnel sur la question fondamentale de la faisabilité électorale paralyse la prise de décision dans les dernières heures du mandat. Des tensions supplémentaires sont apparues lorsque des membres du conseil auraient tenté de remplacer le coordinateur Laurent Saint-Cyr qui s'est opposé à l'effort de janvier pour démettre le

Premier ministre.

La pression internationale s'est intensifiée tout au long de janvier et début février. Le Groupe de personnalités éminentes de la CARICOM a averti le 9 janvier qu'ils restent profondément préoccupés par le retard des parties prenantes à trouver un terrain d'entente notant que l'échec pourrait entraîner des répercussions indésirables et que le temps presse. Les Nations Unies les États-Unis et l'Organisation des États Américains ont réitéré que l'Accord d'avril 2024 établissant le CPT interdit explicitement l'extension du mandat au-delà de la date limite du 7 février. L'envoyé de l'ONU a précédemment indiqué que le recours constitutionnel permet la continuation du Premier ministre sans structure de surveillance présidentielle si l'accord politique échoue.

Le Premier ministre Fils-Aimé négocie apparemment un arrangement de continuation après le 7 février en l'absence de surveillance du conseil présidentiel. Cela crée des questions de légitimité avec les mouvements d'opposition et les partenaires internationaux étant donné l'absence de consensus politique formel. Plusieurs cadres concurrents existent notamment la proposition de la Coalition de 70 partis la structure COPPOS-Haïti les dispositions de l'Accord de Montana et l'Initiative de la société civile mais aucun mécanisme unificateur ne bénéficie d'un soutien suffisant des parties prenantes pour permettre une transition ordonnée.



CONTEXTE HISTORIQUE

L'Accord d'avril 2024 a établi le Conseil Présidentiel de Transition avec une résiliation explicite du mandat le 7 février 2026 comme structure de gouvernance intérimaire suite à l'assassinat du président Jovenel Moïse et à la démission du Premier ministre Ariel Henry. Le CPT représentait un compromis entre les factions politiques nationales les partenaires internationaux et la société civile pour créer une autorité transitoire capable d'organiser des élections et de restaurer l'ordre constitutionnel.

POINTS DE DISCUSSION

Le mandat du CPT expire le 7 février 2026 selon l'Accord d'avril 2024 sans cadre successeur convenu

Division interne du gouvernement sur la faisabilité électorale Voltaire exige des élections tandis que Fils-Aimé cite des prérequis de sécurité

Le Premier ministre négocie une continuation sans surveillance présidentielle créant des préoccupations de légitimité

Les partenaires internationaux CARICOM ONU États-Unis OEA s'opposent explicitement à l'extension du mandat

La disposition constitutionnelle permet la continuation du Premier ministre si l'accord politique échoue

Plusieurs propositions de transition concurrentes existent mais aucune ne bénéficie d'un consensus suffisant

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient pré-positionner une flexibilité opérationnelle pour l'engagement avec les autorités intérimaires probablement la continuation du PM Fils-Aimé tout en maintenant un pare-feu des opérations humanitaires vis-à-vis des négociations politiques. Les acteurs politiques doivent prioriser un accord pragmatique dans la fenêtre de 72 heures reconnaissant que le recours constitutionnel de continuation du PM fournit une base légale mais manque de légitimité politique.

Les réseaux de la diaspora devraient coordonner les messages mettant l'accent sur la conformité constitutionnelle et la nécessité du dialogue des parties prenantes.

Le secteur privé devrait maintenir une empreinte opérationnelle minimale jusqu'à ce que les structures de gouvernance après le 7 février soient clarifiées.

Toutes les parties prenantes devraient préparer des protocoles d'urgence pour d'éventuels différends de légitimité ou revendications d'autorité parallèles.



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

DÉVELOPPEMENT 2

La juge de district des États-Unis Ana Reyes a émis le 2 février 2026 une injonction préliminaire bloquant la résiliation par l'administration Trump du Statut de Protection Temporaire pour Haïti, le Salvador, le Nicaragua et le Soudan. La décision fournit un répit immédiat pour environ 300 000 bénéficiaires haïtiens du TPS dont l'autorisation de travail et la protection contre l'expulsion faisaient face à une expiration le 10 mars 2026. La juge Reyes a déterminé que les plaignants ont démontré une probabilité substantielle de succès sur des motifs procéduraux constatant que l'administration n'a pas respecté la conformité appropriée à la loi sur les procédures administratives dans le processus de résiliation.

L'administration Trump a annoncé son intention de faire appel directement devant la Cour suprême sollicitant une suspension d'urgence de l'injonction. Le Département de la Sécurité intérieure a caractérisé la décision comme un empiètement judiciaire sur l'autorité exécutive en matière d'immigration. Le dépôt devant la Cour suprême est attendu dans les 5 à 7 jours avec un calendrier de plaidoirie accéléré probable étant donné les implications de protection contre

l'expulsion pour des centaines de milliers de personnes. Les experts juridiques évaluent que la composition de la Cour favorise l'administration sur les questions de pouvoir exécutif mais la constatation de violations procédurales complique la stratégie d'appel.

Les documents d'autorisation de travail restent valides pendant le litige avec des dispositions d'extension automatique déclenchées par l'injonction préliminaire. Cependant l'incertitude persiste pour la planification à long terme car la Cour suprême pourrait annuler la décision du tribunal de district ou renvoyer pour un examen administratif accéléré. Les organisations de la diaspora haïtienne mobilisent le plaidoyer au Congrès pour une extension législative du TPS indépendante des procédures judiciaires reconnaissant que la protection judiciaire reste vulnérable à l'annulation.

Les implications économiques s'étendent au-delà des bénéficiaires individuels aux flux de transferts de fonds soutenant les conditions humanitaires en Haïti. Les détenteurs haïtiens du TPS ont transféré environ 400 millions de dollars USD annuellement aux réseaux familiaux en Haïti représentant une bouée de sauvetage économique critique au milieu de la violence des gangs et de l'effondrement de l'État. La résiliation éliminerait cette source de revenus tout en forçant les bénéficiaires à liquider les actifs basés aux États-Unis et à perturber les réseaux communautaires établis à travers la Floride New York le Massachusetts et d'autres zones de concentration.



CONTEXTE HISTORIQUE

Haïti a reçu la désignation initiale du TPS suite au tremblement de terre de janvier 2010 avec des re-désignations ultérieures basées sur l'instabilité politique et les conditions humanitaires. La première administration Trump a tenté une résiliation en 2018 bloquée par les tribunaux pour motifs d'intention discriminatoire. L'administration Biden a maintenu les protections jusqu'en 2024. L'effort de résiliation actuel représente une affirmation renouvelée de l'autorité exécutive de Trump sur la politique d'immigration suite à l'inauguration de janvier 2025.

POINTS DE DISCUSSION

La juge Reyes a bloqué la résiliation du TPS le 2 février 2026 constatant des violations procédurales dans le processus de l'administration
300000 bénéficiaires haïtiens conservent l'autorisation de travail et la protection contre l'expulsion pendant le litige

L'administration Trump dépose un appel devant la Cour suprême sollicitant une annulation d'urgence dans les prochains jours

Les transferts de fonds de la diaspora haïtienne totalisent 400 millions de dollars USD annuellement représentant une bouée de sauvetage économique critique

Le plaidoyer au Congrès poursuit une extension législative du TPS indépendante des procédures judiciaires

L'autorisation de travail est automatiquement prolongée pendant les procédures judiciaires maintenant la continuité de l'emploi

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les détenteurs haïtiens du TPS devraient documenter la continuité de l'emploi et maintenir une identification valide pendant la période d'appel

Les organisations de la diaspora doivent coordonner les contributions au fonds de défense juridique et les campagnes de lobbying au Congrès

Les familles en Haïti devraient préparer des plans d'urgence financiers pour une perturbation potentielle des transferts de fonds si la Cour suprême annule la décision

Les avocats en immigration devraient conseiller les clients sur les voies de résidence permanente indépendantes du statut TPS

Les organisations communautaires devraient établir des réseaux de réponse rapide pour la diffusion d'informations sur les développements judiciaires



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 3

La coalition terroriste Viv Ansanm a exécuté le 1er février 2026 une attaque contre l'installation sportive The Ranch dans la commune de Croix-des-Bouquets impliquant du vandalisme du pillage et un incendie criminel partiel. Des vidéos ont circulé sur les réseaux sociaux dans la soirée du 1er février montrant des individus armés détruisant systématiquement la propriété et enlevant l'équipement du complexe récréatif. L'installation servait de lieu sportif communautaire dans une commune de plus en plus dominée par les opérations du gang 400 Mawozo faisant partie de l'alliance plus large de Viv Ansanm contrôlant environ 80 à 90 pour cent de la zone métropolitaine de Port-au-Prince.

La Police Nationale d'Haïti a mené des contre-opérations à Croix-des-Bouquets le 1er février neutralisant trois individus armés et saisissant deux fusils d'assaut dont un AK-47 et un système d'armes HK G3. La PNH a caractérisé les décédés comme des terroristes conformément à la désignation par le Département d'État américain en mai 2025 de Viv Ansanm comme Organisation Terroriste Étrangère. Radio Télévision Caraïbes a rapporté que les opérations du 31

janvier dans la même zone ont entraîné la mort de plus de huit membres de gangs indiquant une campagne de pression soutenue de la PNH sur le territoire de 400 Mawozo.

Les dynamiques de contrôle territorial montrent la dominance de 400 Mawozo à Croix-des-Bouquets étendant l'influence du gang à l'est de Port-au-Prince vers le corridor frontalier dominicain. La formation de la coalition Viv Ansanm en novembre 2024 a unifié des groupes armés auparavant concurrents sous une structure de commandement coordonnée permettant des opérations synchronisées à travers plusieurs communes de Port-au-Prince. La coalition a démontré une capacité pour des attaques multi-fronts sur l'infrastructure policière les installations gouvernementales et les cibles économiques tout au long de 2025.

L'évaluation de l'environnement de sécurité indique que la PNH maintient l'initiative tactique par des opérations ciblées malgré des effectifs et un équipement inférieurs par rapport aux forces des gangs. Le soutien international par la mission multinationale d'appui à la sécurité dirigée par le Kenya fournit équipement formation et coordination opérationnelle mais la génération de forces reste en dessous du personnel autorisé de 2500 avec environ 400 policiers kényans déployés en janvier 2026. Les statistiques de violence des gangs montrent des victimes civiles continues avec les données ACLED enregistrant plus de 5000 décès dans des incidents liés aux gangs en 2025.



CONTEXTE HISTORIQUE

La coalition Viv Ansanm s'est formée en novembre 2024 unifiant la fédération G9 dirigée par Jimmy Chérizier avec la faction G Pep et des gangs indépendants sous un commandement commun. Les États-Unis ont désigné Viv Ansanm comme Organisation Terroriste Étrangère en mai 2025 citant des attaques systématiques contre les civils l'infrastructure et les institutions démocratiques. 400 Mawozo a gagné en notoriété par l'enlèvement de missionnaires en 2021 et l'expansion territoriale ultérieure dans les régions de Croix-des-Bouquets et de la Plaine du Cul-de-Sac.

POINTS DE DISCUSSION

Viv Ansanm a attaqué une installation sportive à Croix-des-Bouquets le 1er février avec vandalisme pillage et incendie criminel

La PNH a neutralisé trois terroristes armés et saisi des fusils d'assaut dans une contre-opération le même jour

Le gang 400 Mawozo contrôle Croix-des-Bouquets dans le cadre de la coalition Viv Ansanm dominant Port-au-Prince

La PNH mène des opérations de pression soutenues malgré les contraintes de ressources et le désavantage numérique

La force multinationale dirigée par le Kenya fournit un soutien mais reste en dessous de la force

autorisée avec 400 personnels déployés

La violence des gangs a causé plus de 5000 décès en 2025 avec la population civile subissant les principales victimes

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient maintenir des protocoles de sécurité supposant un contrôle territorial continu des gangs dans les environs de Port-au-Prince

Les opérations du secteur privé doivent prendre en compte l'extorsion des gangs et les attaques d'infrastructure dans les évaluations des risques opérationnels

Les acteurs humanitaires devraient coordonner le partage d'informations de sécurité par les mécanismes OCHA de l'ONU existants

Les donateurs de la mission kényane devraient accélérer la génération de forces pour atteindre les 2500 personnels autorisés permettant des opérations élargies

Le soutien en équipement et formation de la PNH reste une priorité critique pour maintenir le tempo opérationnel contre les réseaux de gangs



CONFIANCE



Haute confiance basée sur les rapports institutionnels officiels.

DÉVELOPPEMENT 4

Un avion commercial Bolt immatriculé N45SR opérant la route Port-au-Prince vers Les Cayes a effectué un atterrissage d'urgence le 3 février 2026 dans la localité de Démion commune de Fonfrède près des Cayes. Le Piper PA-31-350 Navajo Chieftain transportait un pilote et cinq passagers tous signalés sains et saufs sans blessures suite à l'atterrissage forcé. Le Nouvelliste a confirmé que l'incident s'est produit dans la deuxième section communale de la municipalité des Cayes avec l'avion subissant des dommages non divulgués nécessitant une enquête.

L'incident souligne la fragilité de l'infrastructure aérienne domestique d'Haïti servant de lien de transport critique entre Port-au-Prince et les villes provinciales. L'interdiction de la Federal Aviation Administration sur les vols commerciaux américains se poursuit jusqu'au 7 mars 2026 suite aux incidents de tirs d'armes à feu des gangs en novembre 2024 ciblant les avions Spirit Airlines et JetBlue lors de l'approche de l'Aéroport International Toussaint Louverture. Les transporteurs domestiques incluant Bolt Sunrise Airways et Tortug Air fournissent la seule connectivité aérienne avec Les Cayes Jérémie Cap-Haïtien et d'autres destinations provinciales étant donné le contrôle des gangs sur les routes de surface.

L'évaluation de l'environnement de sécurité aérienne indique de multiples facteurs de risque incluant une infrastructure de maintenance limitée des flottes d'avions vieillissantes des capacités minimales de contrôle du trafic aérien et des menaces potentielles de tirs au sol près des aéroports dans les zones contestées. Bolt exploite une petite flotte d'avions Piper Navajo conçus pour les opérations sur terrain court et les routes inter-îles des Caraïbes. L'atterrissage d'urgence représente le troisième incident Bolt signalé en 18 mois suite à un détournement mécanique en juillet 2024 et un décollage avorté en novembre 2024.

Les conséquences de l'isolement provincial s'étendent au-delà de l'inconvénient des passagers aux défis logistiques humanitaires. Les organisations internationales et les ONG dépendent de l'aviation domestique pour le mouvement du personnel les évacuations médicales et les cargaisons urgentes incluant les fournitures médicales et l'équipement de communications d'urgence. Les perturbations aériennes soutenues couperaient effectivement Port-au-Prince de la péninsule du sud et des départements du nord en l'absence d'alternatives de transport de surface viables à travers le terrain contrôlé par les gangs.



CONTEXTE HISTORIQUE

La FAA a émis le 14 novembre 2024 un avis aux missions aériennes interdisant les opérations des transporteurs aériens américains vers Haïti suite aux avions Spirit Airlines et JetBlue frappés par des tirs d'armes à feu lors de l'approche d'atterrissage. Les zones contrôlées par les gangs entourant l'Aéroport International Toussaint Louverture ont permis des tirs directs sur les trajectoires de vol des avions. L'interdiction s'étend jusqu'au 7 mars 2026 avec un renouvellement possible en attente d'une évaluation de l'environnement de sécurité.

POINTS DE DISCUSSION

Un avion Bolt a effectué un atterrissage d'urgence près des Cayes le 3 février 2026 sans victimes signalées

Le turbopropulseur Piper Navajo opérait la route Port-au-Prince vers Les Cayes lorsque des problèmes mécaniques ont forcé l'atterrissage

L'interdiction de la FAA sur les vols commerciaux américains se poursuit jusqu'au 7 mars 2026 suite aux incidents de tirs des gangs

Les transporteurs domestiques fournissent la seule connectivité aérienne vers les villes provinciales étant donné le contrôle des gangs sur les routes de surface

Les contraintes de l'infrastructure aérienne incluent des avions vieillissants des installations de maintenance limitées et un contrôle minimal du trafic aérien

L'isolement provincial menace la logistique humanitaire et les capacités d'évacuation médicale d'urgence

DÉCISIONS RECOMMANDÉES

Les organisations internationales devraient maintenir des contrats de vols affrétés avec plusieurs transporteurs domestiques assurant la redondance opérationnelle

Le secteur privé devrait évaluer les opérations dépendantes de l'aviation pour les contingences de perturbation incluant les alternatives de convoi de surface

Les acteurs humanitaires doivent pré-positionner des fournitures d'urgence dans les emplacements provinciaux réduisant la dépendance à la logistique aérienne juste-à-temps

Les missions diplomatiques devraient coordonner les protocoles d'évacuation d'urgence avec les transporteurs domestiques et les options de transport aérien militaire

Les régulateurs de l'aviation devraient prioriser la surveillance de la maintenance et les inspections de sécurité des flottes des transporteurs domestiques



CONFIANCE



Confiance modérée basée sur des rapports institutionnels partiels.

À SURVEILLER

PROCHAINES 24 À 48 HEURES

L'administration Trump dépose un appel d'urgence devant la Cour suprême sur l'injonction TPS avec la réponse de la Cour indiquant un calendrier d'examen accéléré ou un refus. Les acteurs politiques font des déclarations de positionnement finales avant l'expiration du mandat le 7 février. Le Premier ministre Fils-Aimé peut annoncer un arrangement de continuation ou le CPT émet une déclaration conjointe sur le cadre de transition. La PNH poursuit les opérations dans la zone de Croix-des-Bouquets avec des contre-attaques potentielles des gangs ou des retraits tactiques.

CETTE SEMAINE

L'expiration du mandat du CPT le 7 février 2026 se produit avec la question critique de qui s'adresse à la nation et si une cérémonie de dissolution est menée. Les partenaires internationaux émettent des déclarations sur la reconnaissance des arrangements de gouvernance post-transition. Les réseaux de gangs peuvent exploiter l'incertitude politique par des attaques coordonnées sur l'infrastructure ou des cibles symboliques. L'action du Sénat sur le renouvellement de la législation HOPE HELP détermine la viabilité du secteur textile. La Cour suprême indique le calendrier pour l'examen de l'appel TPS.

HORIZON STRATÉGIQUE

Les questions de légitimité constitutionnelle s'intensifient si le Premier ministre continue sans consensus politique créant des risques d'autorité parallèles. Le contrôle territorial des gangs s'étend si le tempo opérationnel de la PNH ne peut pas se maintenir en l'absence de renforcement des forces internationales. Les conditions humanitaires se détériorent davantage si les perturbations aériennes aggravent les contraintes de transport de surface isolant les populations provinciales. L'incertitude du TPS se résout par une décision de la Cour suprême ou une action législative du Congrès affectant 300000 bénéficiaires haïtiens et 400 millions de dollars USD de flux de transferts de fonds annuels.

SOURCES PRIMAIRES

Le Nouvelliste quotidien haïtien reportage sur le dialogue politique et la transition du CPT 3 février 2026

Vant Bef Info portail d'actualités haïtien couverture de la conclusion du dialogue politique 3 février 2026

Haiti Libre service d'actualités reportage sur la déclaration de l'OEA et les développements politiques février 2026

ICI Haiti portail d'actualités reportage des opérations de la PNH et incidents de sécurité 1er février 2026

Haiti 24 service d'actualités couverture de l'atterrissage d'urgence de l'avion Bolt 3 février 2026
Aviation Safety Network base de données des incidents atterrissage d'urgence Bolt N45SR 3 février 2026

ABC News reportage sur l'interdiction de vol FAA en Haïti et les incidents de tirs de novembre 2024

Through the Immigration Lens analyse juridique de la décision de la juge Reyes sur le TPS 2 février 2026

Canada Caribbean Institute reportage sur les avertissements de transition de la CARICOM janvier 2026

Radio Télévision Caraïbes reportage des opérations de la PNH à Croix-des-Bouquets 31 janvier 1er février 2026

ACLED Armed Conflict Location and Event Data Project analyse de Viv Ansanm et statistiques de violence des gangs

Juno 7 Haiti page Facebook reportage du taux de change 4 février 2026

Association des Industries d'Haïti déclaration sur la législation HOPE HELP janvier 2026

ONU BINUH reportage du renouvellement du mandat et coordination de la transition janvier 2026

OEA Secrétariat général déclaration sur la situation en Haïti janvier 2026